

RAPPORT FINANCIER 2021

MOT DE LA TRESORIERE



Chers Membres,

Le rapport suivant relatif aux comptes de l'association pour l'exercice 2021 se base sur les comptes annuels préparés par l'experte comptable de l'association, Mme Marjorie Euzière de la société EEC, que nous remercions ici.

D'un point de vue comptable l'année 2021 est très proche de l'année précédente. En effet, l'association se stabilise en 2021 avec des produits passant 1 569,4 K.EUR en 2020 à 1 561,2 K.EUR en 2021, soit une légère variation de -0,5 %. Comme chaque année, ce chiffre ne reflète pas la réalité de nos activités car il inclut des fonds reportés de 2020 (198,6 K.EUR) et des fonds à reporter en 2022 (471.3 K.EUR).

Pour la troisième année consécutive, le financement total reçu des financeurs publics et privés excède le million d'EUR (1 361,9 K.EUR) soit quasiment identique à ceux reçus en 2020 (1 349,3 K.EUR).

Le total de nos dépenses de cette année se monte à 1 522,8 K.EUR contre 1 479,2 K.EUR en 2020. Après retrait des charges à reporter, nos dépenses ont effectivement été de 1 051,5 K.EUR soit 17 % de moins qu'en 2021 (1 259 K.EUR). Ceci s'explique par des retards sur certains projets, notamment dans les territoires palestiniens et au Burkina-Faso. A noter que les charges salariales progressent de 3 % en raison de frais liés au remplacement de personnel.

Le résultat de l'année 2021 est de 38,3 K.EUR contre 90,2 K.EUR en 2020, soit une baisse de 57 %. Ceci s'explique principalement par le fait que le résultat de 2020 était artificiellement élevé en raison de reprises.

Le bilan Actif-Passif de fin d'année est en forte augmentation (43 %), passant de 745,4 K.EUR à 1 076,7 K.EUR, dont une part, en hausse, de liquidités financières pour réaliser nos activités (+ 325 K.EUR).

Ce bilan montre que l'activité de l'association continue de se consolider, les fonds propres atteignant désormais 259 K.EUR (+17 %).

Les valorisations d'expertise et de bénévolat se stabilisent également aux alentours de 61 K.EUR.

Les comptes de l'année ont été validés par le Cabinet Menon, que nous remercions pour son analyse.

Eloise Dougère

Trésorière

Tableau de comparaison des indicateurs 2020 – 2021

Evolution des indicateurs 2020-2021 en K. EUR	2020	2021	Variation 2020-2021	Variation en %
Bilan	745,4	1 070,4	325,0	44%
Fonds associatifs	221,0	259,4	38,5	17%
Total Produits	1 569,3	1 561,2	- 8,1	-1%
Report de ressources années antérieures	220,0	198,6	- 21,3	-10%
Recettes de l'année	1 349,3	1 362,6	13,2	1%
Résultat (excédent de gestion)	90,2	38,4	- 51,8	-57%
Charges enregistrées	1 479,2	1 522,8	43,6	3%
Reports en fonds dédiés	219,5	471,3	251,8	115%
Charges de l'année	1 259,7	1 051,6	- 208,2	-17%
Dont charges de personnel	163,7	169,3	5,7	3%
Disponibilité à fin d'année	482,9	718,0	235,1	49%
Expertise valorisée	60,6	61,5	0,9	1%

SOMMAIRE

MOT DE LA TRESORIERE.....	2
UTILISATION DES RESSOURCES	5
NOS PRODUITS	6
NOS SOURCES DE FINANCEMENT.....	8
NOS CHARGES.....	10
REPARTITION PAR PAYS	12
REPARTITION PAR THEMATIQUE.....	13
EXCEDENT DE GESTION	14
ACTIF	15
PASSIF.....	16
VALORISATIONS D'EXPERTISE.....	17
PARTENAIRES FINANCIERS ET DONATEURS en 2021	18

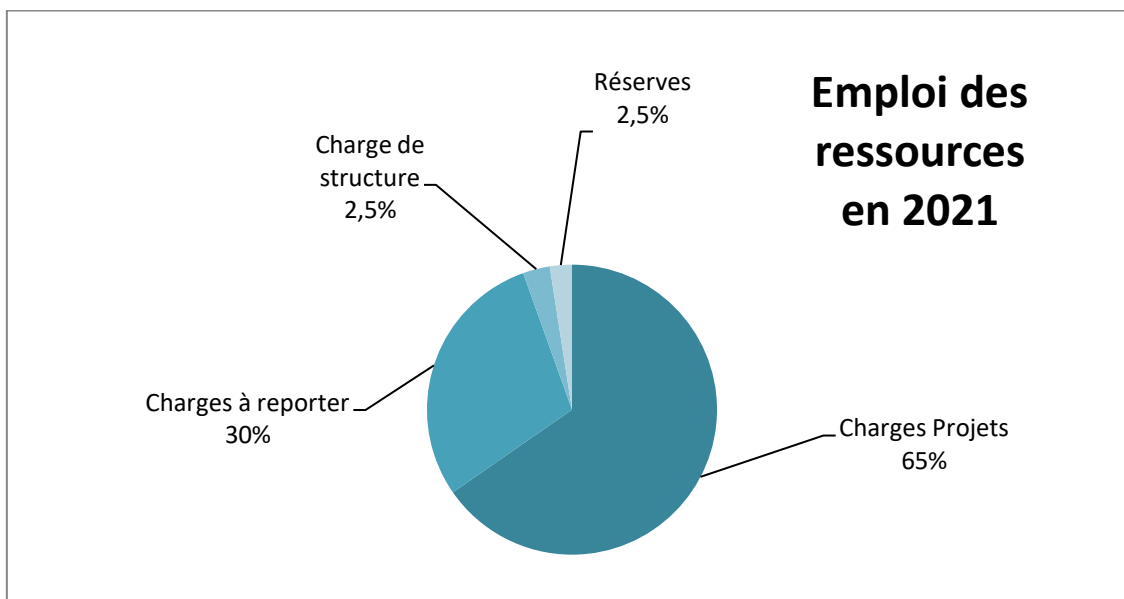
UTILISATION DES RESSOURCES

Nos ressources de 2021 atteignent 1 561,2 K.EUR dont 198,6 K.EUR sont des reports de l'année 2020. Les charges de projets sont de 1 014,9 K.EUR et les montants à reporter en 2022 sont de 471,3 K.EUR, ce qui correspond à une augmentation 251,8 K.EUR de plus à reporter qu'en 2020, en raison de charges non payées en 2021, notamment sur les projets en Palestine et au Burkina Faso. Nos frais indirects et réserves s'élèvent à un total de 5 % des produits de l'année et 7,3 % de nos 'Charges Projets'.

Tableau d'utilisation des ressources en 2021

Emploi des ressources	K.EUR
Charges Projets	1 014,9
Montants à reporter	471,3
Charges de structure	36,6
Réserves	38,4
Total des produits	1 561,2

Graphe d'utilisation des ressources en 2021



NOS PRODUITS

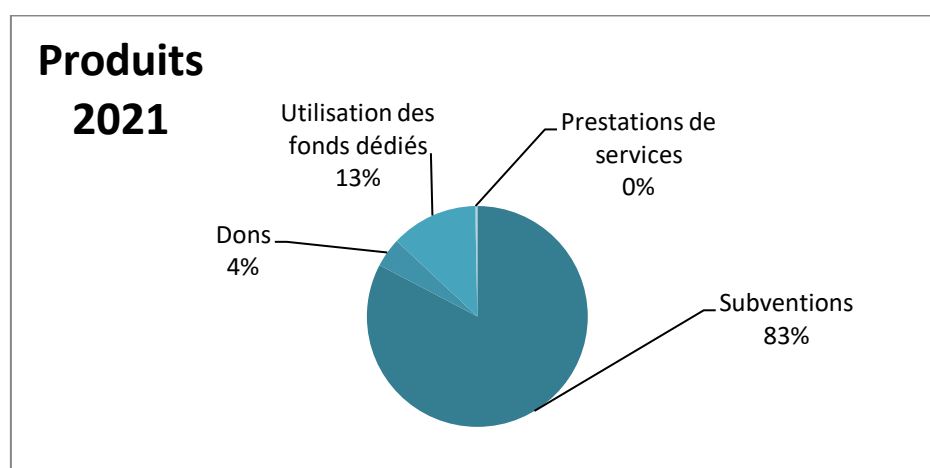
Le total des produits en 2021 se monte à 1 561,2 K.EUR soit sensiblement le même qu'en 2020. Les montants des subventions et dons reçus sont de 1 356,8 K.EUR soit aussi quasiment le même volume qu'en 2020. Pour la troisième année consécutive, dans un contexte pourtant difficile, Experts-Solidaires passe la barre du million d'EUR de subventions reçues dans l'année, ce qui exprime la confiance que nous font les bailleurs de fonds, qu'ils soient publics ou privés.

Les subventions publiques sont donc toujours largement majoritaires dans notre fonctionnement, qu'elles viennent de l'état ou des collectivités locales (communes ou intercommunalités). Ceci reflète une réalité de terrain à savoir qu'Experts-Solidaires est aujourd'hui très orienté, notamment dans le domaine de l'eau, vers du soutien à des coopérations décentralisées. Les dons de privés, de fondations ou d'entreprises sont en baisse par rapport à 2020, en l'absence notamment de gros financements sur des projets d'électrification en 2021. A noter le rattrapage d'utilisation de fonds stockés en 2020 pour des actions en 2021 pour un montant de 198,6 K.EUR.

Tableau des produits 2021

Produits de l'année 2021	Montant K.EUR
Subventions	1 290,3
Dons	64,6
Utilisation des fonds dédiés	198,6
Prestations de services	1,5
Cotisations	4,2
Reprise provisions, transferts de charges	1,3
Produits financiers	0,6
Autres produits	0,2
Total Produits 2021	1 561,2

Graphe de répartition des produits

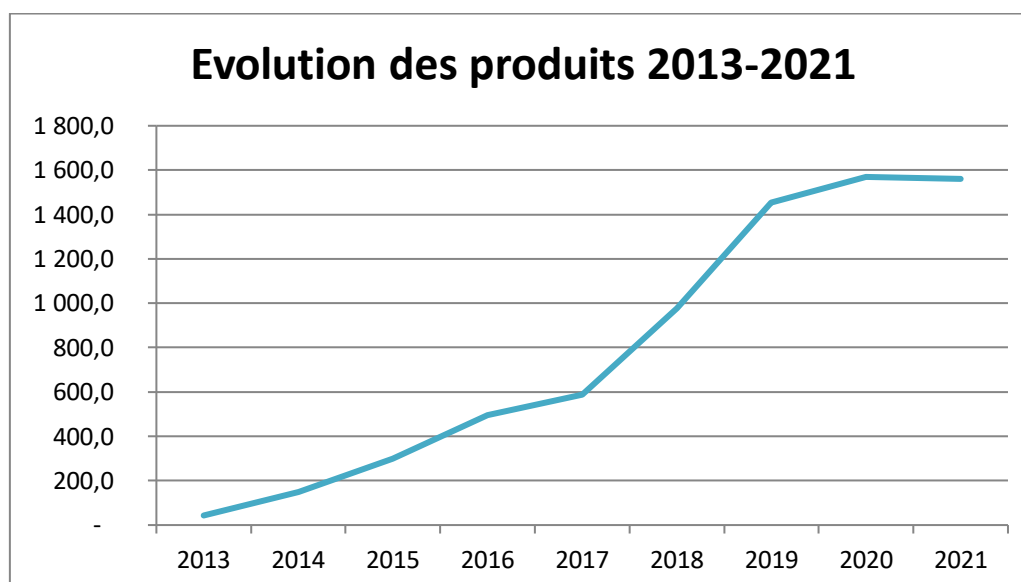


L'évolution des produits de l'association connaît une stabilité en 2021 par rapport à 2020, ce qui tient au fait que notre organisation ne vise pas à grossir en volume mais à stabiliser ses activités. Les projets de l'association sont relativement petits (de 50 à 500 KE), ce qui justifie la mobilisation d'experts en bénévolat ou mécénat de compétences.

Tableau d'évolution des produits depuis 2013

Année	Produits en K.EUR	Evolution
2013	43,1	
2014	148,9	245%
2015	297,9	100%
2016	495,3	66%
2017	588,2	19%
2018	978,4	66%
2019	1 453,8	49%
2020	1 569,4	8%
2021	1 561,2	-1%

Graphe d'évolution des produits entre 2013 et 2021



NOS SOURCES DE FINANCEMENT

En 2021, nous avons reçu **1 276,2 K.EUR** de fonds financiers en provenance de nos partenaires, soit quasiment la même somme qu'en 2020. Voici comment s'est faite la répartition en 2021 :

Collectivités : 792,8 K.EUR. Les communes et les EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ; collectivités) sont les plus représentés dans notre financement, mais une grande part du financement qu'ils nous octroient provient des Agences de l'Eau qu'ils sollicitent pour les accompagner dans les projets. En tant qu'EPCI, le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF) est notre partenaire financier le plus important. La majorité des financements d'EPCI sont mobilisés dans le cadre du mécanisme de subvention Oudin-Santini qui permet de prélever 1% des recettes du service d'eau, d'assainissement, de déchets et d'énergie pour des actions de solidarité internationale.

Départements : 26,0 K.EUR. Les départements du Finistère et de l'Hérault sont nos partenaires départementaux, respectivement sur un projet d'eau potable à Madagascar et un projet de tourisme rural au Maroc

Régions : 52,9 K.EUR. Ce financement correspond à celui de la région Hauts-de-France sur le projet d'électrification d'Antranokarany à Madagascar.

L'Etat français : 191,3 K.EUR. Du point de vue des subvention de l'état français, les agences de l'eau (Agence de Bassin Rhône-Méditerranée-Corse, Adour-Garonne, Loire-Bretagne, Artois-Picardie notamment) sont très présentes dans nos activités, notamment au travers des collectivités. L'Agence Française de Développement est un financeur étatique important pour nous notamment dans le cadre du projet de gestion intégrée de la ressource en eau en Palestine (cf. photos). Par ailleurs, l'Agence de Service des Paiements (ASP) prend en charge les volontaires civiques pour lesquels elle nous verse 100 EUR/volontaire/mois.

Fondations : 161,3 K.EUR. Nous sommes accompagnés de manière fidèle par des fondations et des fonds de dotation. Citons parmi eux la Fondation EDF, le Fonds Synergie Solaire, les fondations Suez, Indosuez, Audemars Piguet. Nous recevons aussi le soutien de fondations familiales telles que SIWA-FGTO, ou la fondation Michelham (Suisse).

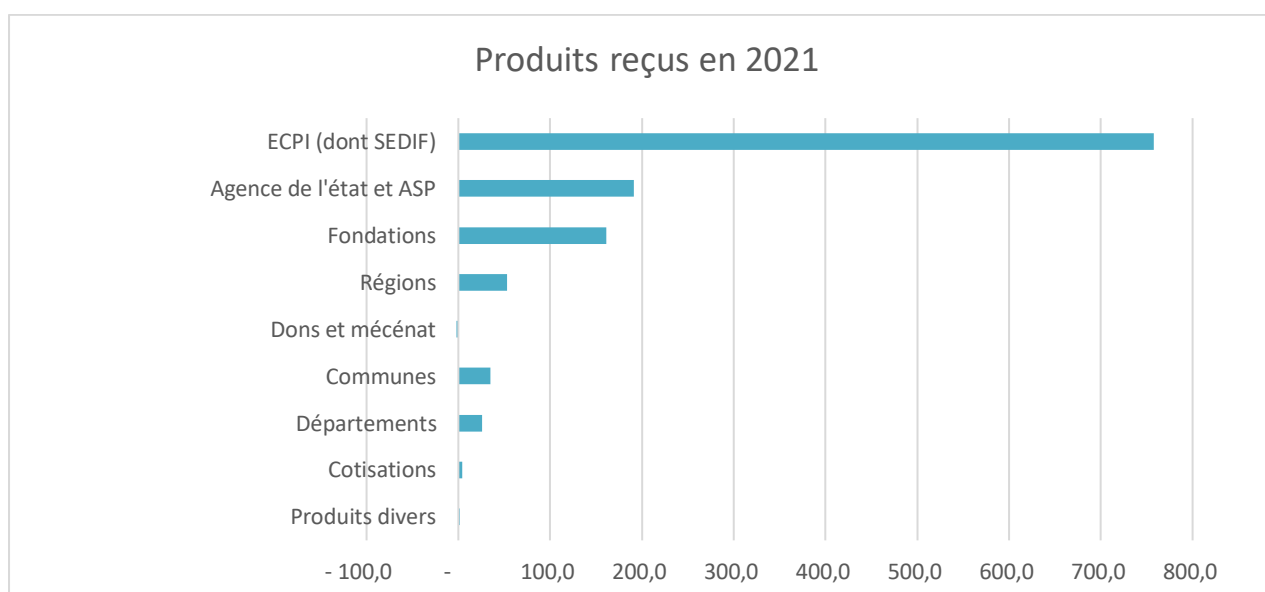
Dons privés : 46,8 K.EUR. Ces dons correspondent à la campagne de dons privés de cette année pour prendre en charge des distributions d'eau dans le sud de Madagascar (en raison de la sécheresse qui y sévit), ainsi qu'à des dons d'entreprises privées sous forme de mécénat notamment de la part des entreprises COMECA, RSM-Sofira, Delabie, et GeoBio.

Les cotisations se montent cette année à **4,2 KEUR**, qui nous permettent désormais de couvrir les adhésions de l'association aux réseaux auxquels elle adhère (Coordination Sud, Territoires Solidaires, PS-Eau, AquaValley, Occitanie Coopération, SO Coopération)

Tableau de répartition des fonds reçus

Sources de fonds reçus	Montant en K.EUR	dont Fonds Publics	dont Fonds Privés
ECPI (Intercommunalités)	758,0	758,0	
Communes	34,9	34,9	
Départements	26,0	26,0	
Régions	52,9	52,9	
Agence de l'état et ASP	191,3	191,3	
Fondations	161,3		161,3
Dons et mécénat	46,8		46,8
Cotisations	4,2		4,2
Produits divers	1,2		1,2
Total	1 276,6	1 063,0	213,5
%		83%	17%

Graphe de l'origine des fonds



Projet GIRE soutenu par l'AFD, PALESTINE

NOS CHARGES

Cette année, nos charges s'élèvent à 1 522,8 K.EUR soit 3% de plus qu'en 2020. Toutefois, ce chiffre doit être pondéré par le fait que de nombreuses charges sont à reporter en 2022. Ainsi les charges réelles de 2021 sont de 1 051,6 K.EUR, soit 20% inférieures par rapport à 2020. Ceci s'explique par des retards dans la réalisation des projets, notamment en Palestine et au Burkina-Faso.

Nos charges sont essentiellement composées de construction et d'équipement dans les sites d'intervention, de prestations des bureaux d'études, de déplacements ainsi que de salaires. La majeure partie concerne le financement de réseaux d'eau et d'électrification, que nous réalisons avec des partenaires ou prestataires locaux.

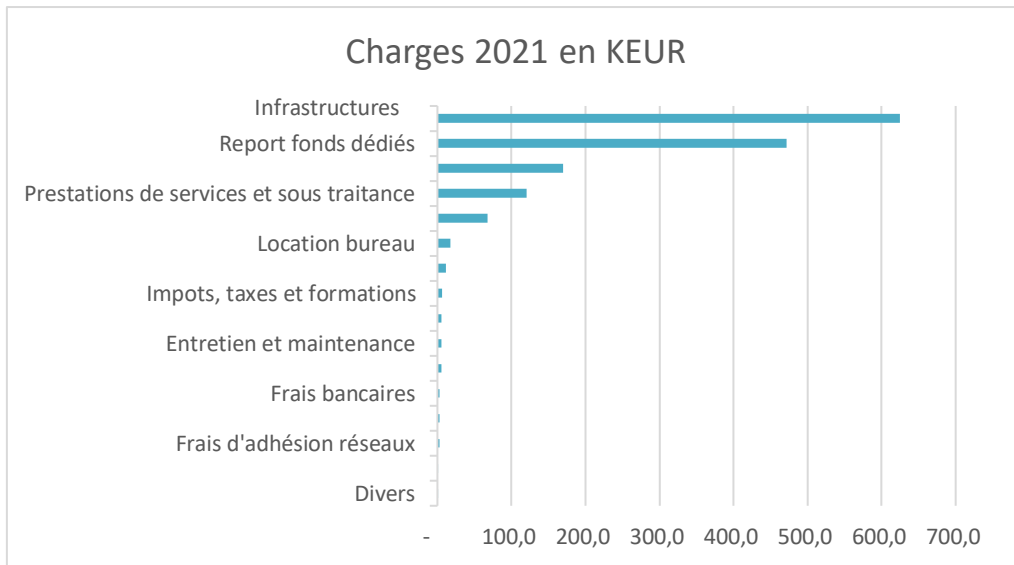
Les salaires correspondent aux quatre salariés employés directement par Experts-Solidaires, mais aussi aux volontaires et stagiaires sur le terrain et au siège.

A noter qu'en 2021, l'association comptait trois personnes en contrat de prestation pour la gestion de projets, Thomas Cazalis - responsable de nos activités agricoles, et Nicolas Livache - responsable des projets d'énergie et Aude Lazzarini, chargée de projet Eau Potable, dont les rémunérations sont liées aux projets. Leur rémunération apparaît donc dans les services extérieurs et non dans la ligne salaires.

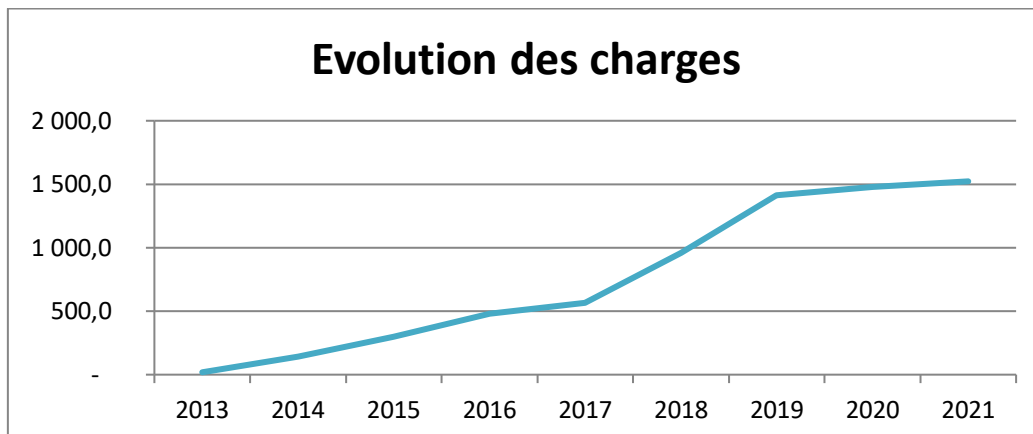
Tableau des charges de l'année 2021

Charges de l'année 2021	K.EUR
Divers	0,7
Dotations aux amortissements	0,6
Frais d'adhésion réseaux	2,4
Poste et communication	2,8
Frais bancaires	3,0
Location voitures	5,3
Entretien et maintenance	5,8
Frais de formation	5,8
Impôts, taxes et formations	6,0
Comptabilité	11,1
Location bureau	17,8
Déplacements	67,8
Prestations de services et sous-traitance	120,8
Salaires, traitements et charges sociales	169,3
Report fonds dédiés	471,3
Achat de matériel et travaux	624,3
Total	1 522,8

Graphe de répartition des charges 2021



Graphe d'évolution des charges de 2013 à 2021



Nicolas LIVACHE, chargé de projets énergie

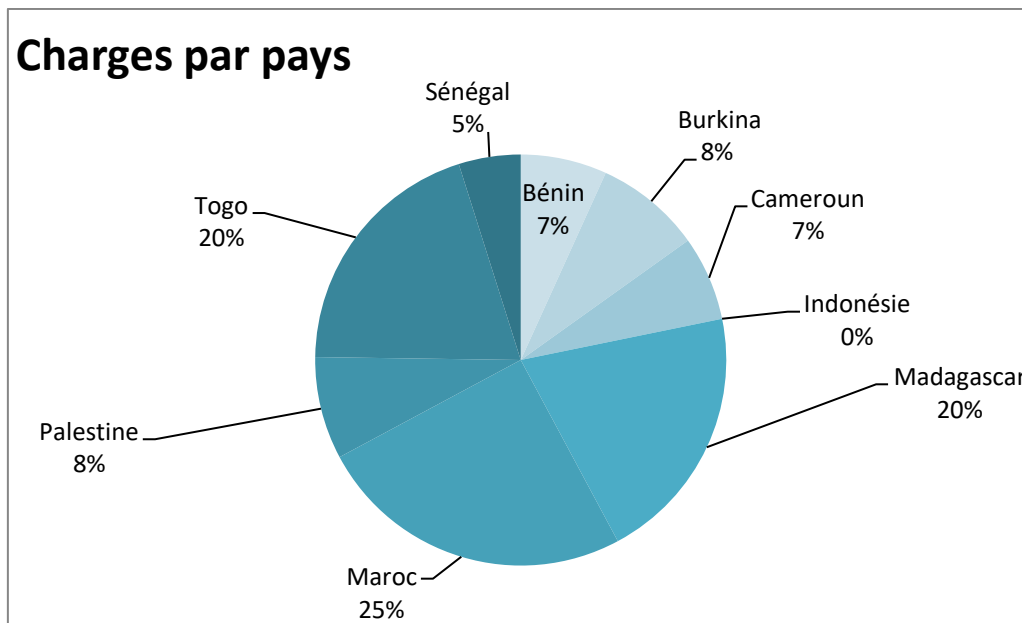


Thomas CAZALIS, chargé de projets agricoles

REPARTITION PAR PAYS

Le tableau ci-dessous donne les charges et salaires affectés par pays d'intervention. Comme les autres années, Madagascar est le pays qui concentre le plus d'activités. Le Maroc est notre deuxième pays d'intervention cette année, avec les projets dans la Vallée de l'Arghen. Le Togo, où nous avons trois projets en cours avec notre partenaire PADIE est aussi bien représenté. Le Sénégal est un nouveau pays pour nous avec deux projets en démarrage. Le Burkina-Faso a deux projets d'eau en cours, notamment pour prendre en charge l'accès à l'eau de populations déplacées. Le Bénin accueille nos interventions dans le domaine de la production-valorisation des insectes et d'agroforesterie.

Graphe de répartition des charges par pays



MADAGASCAR



MAROC

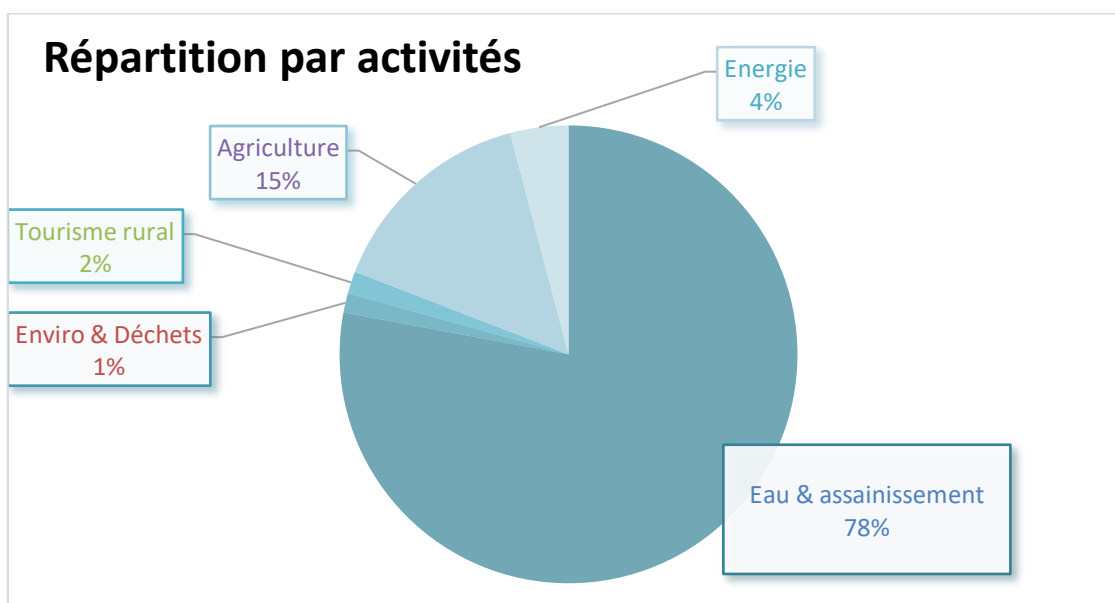
REPARTITION PAR THEMATIQUE

L'eau potable et assainissement reste l'activité majeure de l'organisation en 2021 avec l'appui à la construction de systèmes d'eau potable à Madagascar, au Burkina Faso, Cameroun, au Maroc, au Sénégal et au Togo. Cette part devrait rester importante dans les années à venir, l'eau étant reconnue comme un domaine de compétences de l'association. L'énergie est le deuxième poste d'intervention et devrait augmenter en raison des engagements en cours dans la préparation de projets à Madagascar, mais aussi au Bénin et en Guinée. L'agriculture progresse au Bénin, au Burkina Faso et en Palestine et au Maroc. Le tourisme rural, présent sur un projet au Maroc, reste minoritaire.

Tableau de répartition des charges par secteur

Pays	Charges en K.EUR
Bénin	68,4
Burkina	84,0
Cameroun	67,1
Indonésie	-
Madagascar	205,4
Maroc	251,8
Palestine	81,2
Togo	200,5
Sénégal	49,1
Divers	5,1

Graphe de répartition des charges par secteur



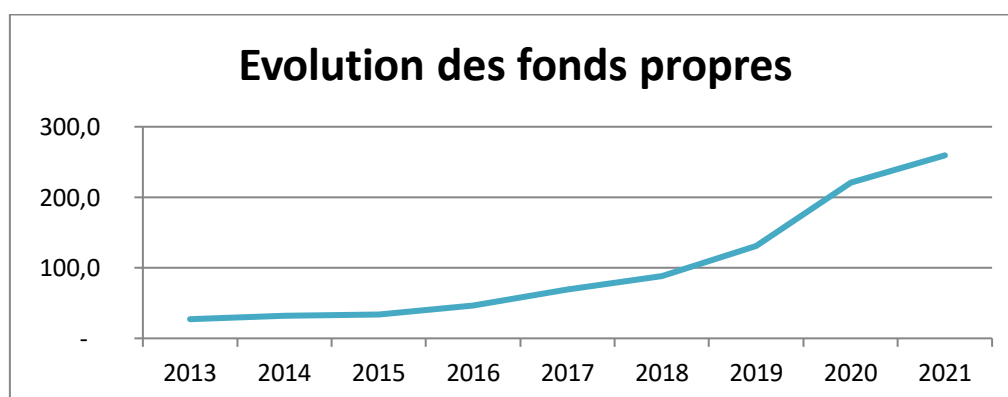
EXCEDENT DE GESTION

Notre excédent de gestion est de 38,4 K.EUR cette année, il sera versé aux fonds propres de l'association qui se montent désormais à 259,5 K.EUR (221,1 K.EUR en 2020). Cet excédent, qui représente 7,3% de nos charges projets de l'année, correspond à une gestion économe de notre structure, avec des coûts de structure limités au maximum, des frais de comptable et de commissaire aux comptes maîtrisés.

Tableau des excédents de 2013 à 2021 en K.EUR

Année	Excédent K.EUR	Fonds Propres K.EUR
2013	24,2	27,2
2014	5,1	32,3
2015	1,4	33,7
2016	13,1	46,8
2017	22,0	68,8
2018	19,5	88,3
2019	42,5	130,9
2020	90,2	221,1
2021	38,4	259,5

Evolution des fonds propres de l'association



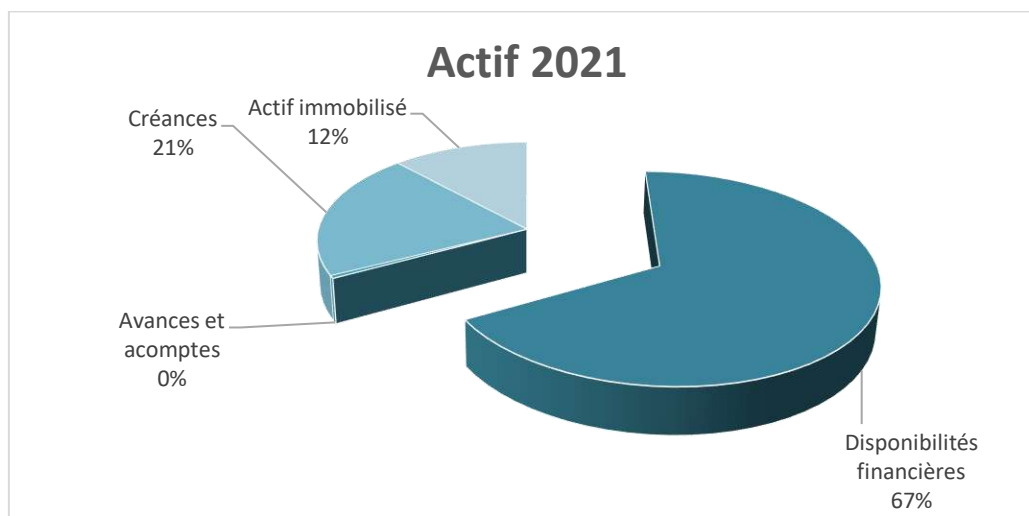
ACTIF

L'actif du bilan donne la situation patrimoniale de notre association, c'est-à-dire de ce qu'elle possède, doit et utilise pour fonctionner, soit en fin 2021, 1 070,4 K.EUR soit près de 300 K.EUR de plus qu'en fin 2020 (745,3 K.EUR). Ceci est essentiellement dû à des liquidités d'avance sur les projets. D'autre part nous avons 122,8 K.EUR d'immobilisation financière (parts sociales du Crédit Coopératif) et quelques immobilisations physiques (équipements du siège)

Tableau de répartition de l'actif

Actif 2021	Montant en K.EUR
Disponibilités financières	718,0
Avances et acomptes	4,8
Créances	221,8
Actif immobilisé	125,9
Total	1 070,4

Graphe de répartition des actifs



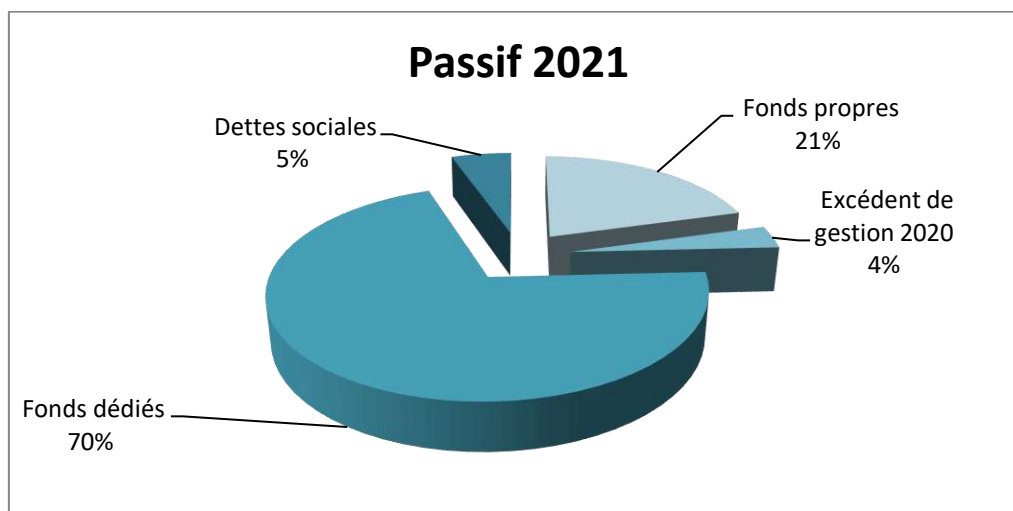
PASSIF

Notre passif se compose de nos fonds propres (incluant notre excédent de cette année), de nos engagements à réaliser en 2021 et nos dettes vis-à-vis de tiers. Le passif en fin d'année 2021 est artificiellement élevé en raison d'un volume de liquidités à utiliser en 2022. La situation devrait revenir à la normale en 2022 et se rapprocher de notre passif moyen à savoir 750 K.EUR.

Tableau de répartition du passif en 2021

Passif 2021	Montant en K.EUR
Fonds propres	221,1
Excédent de gestion 2020	38,4
Fonds dédiés	753,4
Dettes sociales	57,6
Total	1 070,4

Graphe de répartition du passif



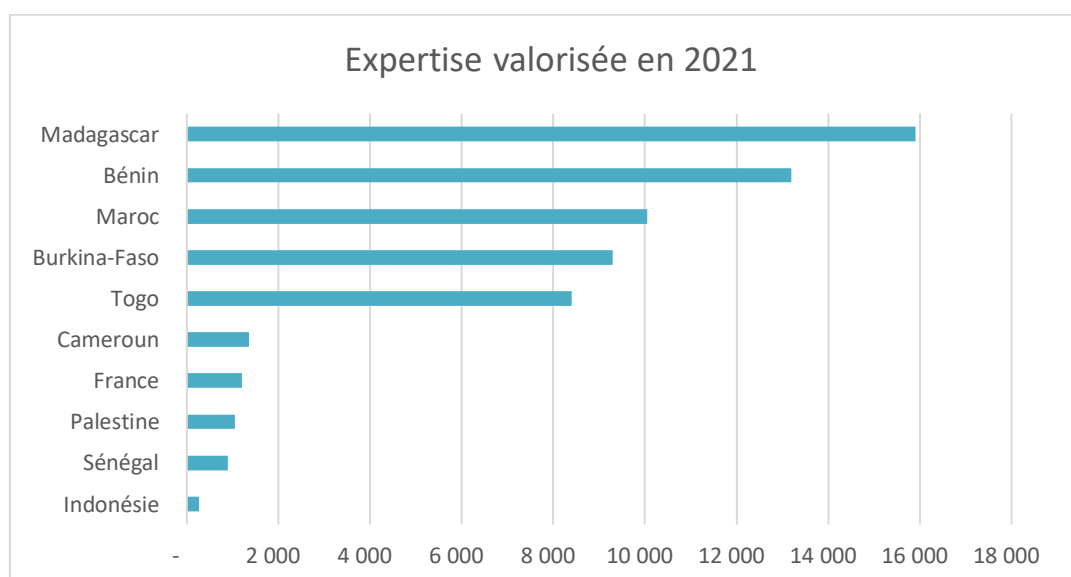
VALORISATIONS D'EXPERTISE

Les valorisations correspondent aux interventions réalisées par les experts dans nos pays d'intervention, en bénévolat ou mécénat de compétence. Elles se montent à 61,6 K.EUR en 2021 soit sensiblement la même chose qu'en 2020. En raison de la crise COVID, la grande majorité de ce support s'est faite par internet et en visioconférence. Le Bénin, le Maroc et Madagascar sont les premiers pays bénéficiant de cet apport d'expertise. A noter qu'en France aussi, nous recevons du soutien en mécénat, notamment dans le domaine comptable de la part de Bernard Maurand.

Tableau de répartition de l'expertise valorisée

Pays	Valorisation en K.EUR
Indonésie	0,3
Sénégal	0,9
Palestine	1,1
France	1,2
Cameroun	1,4
Togo	8,4
Burkina-Faso	9,3
Maroc	10,1
Bénin	13,2
Madagascar	15,9
Total	61,6

Graphe de répartition de l'expertise valorisée



PARTENAIRES FINANCIERS ET DONATEURS EN 2021

Bénin

- Entreprise Ecodis, écoproduit et commerce solidaire
- Fondation Audemars Piguet
- Fondation Indosuez
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- Région Occitanie
- Rotary Club de Mennecey
- RSM Méditerranée (mécénat)

Burkina Faso

- Dons privés
- Syndicat des Eaux d'Ile de France

Cameroun

- Aix Marseille Provence (13)
- Agence de l'Eau Artois Picardie
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Entreprise Delabie
- Grand Lyon, Eaux du Grand Lyon
- Fondation Suez
- Fonds Eau Aix Marseille Provence
- SIAEP d'Aigleville (80)
- SIEP de Picardie

Indonésie

- Agence de l'Eau Adour Garonne
- Fondation Suez
- Toulouse Métropole (31)

Madagascar

- Agence de l'Eau Adour Garonne
- Agence de l'Eau Loire Bretagne
- Agence de l'Eau Seine Normandie
- Agglomération de Morlaix (29)
- Agglomération d'Auch (32)
- Conseil Départemental du Finistère (29)
- Comité de Communes du Haut Pays Bigouden (29)
- Dons privés
- Entreprise COMECA
- Entreprise Geobio
- Fondation EDF
- Fondation Nexans
- Fondation Suez
- Fonds Synergie Solaire
- Quimper Bretagne Occidentale (QBO) (29)

- Région Bretagne
- Région Hauts de France
- Région Occitanie
- Service de Coopération de l'Ambassade de France à Madagascar
- Syndicat des Eaux d'Ile-de-France
- Syndicat Départemental de l'Energie des Côtes d'Armor

Maroc

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- AgroParisTech Montpellier
- Commune de Marseillan (34)
- Commune de Saint Drézéry (34)
- Conseil Départemental de l'Hérault
- Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales Françaises
- Fondation SIWA-FGTO
- Montpellier Méditerranée Métropole (34)
- Sète Agglopolie Méditerranée (34)
- SIVOM de la Palus (34)
- Syndicat du Bas Languedoc (34)
- Syndicat des Eaux d'Ile-de-France
- Syndicat Garrigues Campagne (34)

Palestine

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, AERMC
- Agence Française de Développement, AFD
- Commune de Les Mées (06)
- Région Occitanie
- Région Provence Alpes Côte d'Azur (PACA)
- Service de Coopération de l'Ambassade de France
- Syndicat de Mise en Valeur de la Durance

Sénégal

- Agence de l'Eau Seine Normandie
- SIAEP d'Aigleville
- Syndicat des Eaux d'Ile de France

Togo

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Agence de l'Eau Seine Normandie
- Grand Lyon, Eau du Grand Lyon
- Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF)

Autres

- CEFODE et le SCD pour l'envoi de nos volontaires sur le terrain
- FONJEP pour l'appui aux missions d'experts

Nous les remercions tous ici !